



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 19 février 2015

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE PLUS DE 14 MILLIONS DE DOLLARS POUR AIDER LES
PROCUREURS A CIBLER LA FRAUDE FISCALE ET AUX AVANTAGES SOCIAUX**

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que 28 bureaux de procureurs de district recevront plus de 14,7 millions de dollars de subventions pour améliorer leurs enquêtes sur l'évasion fiscale et les affaires de fraude à l'aide sociale. Les procureurs de cinq comtés recevront des subventions pour la première fois, tandis que 23 autres recevront un financement pour poursuivre leurs efforts de répression contre les personnes et entreprises qui ne paient pas d'impôts ou qui commettent des actes de fraude.

« Notre administration ne tolérera pas les personnes qui essaient de tricher pour se soustraire à leurs obligations fiscales ou frauder notre système d'aide sociale, » a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Les personnes qui se soustraient à l'impôt ou commettent des crimes d'aide sociale volent les contribuables qui travaillent dur. En offrant ce financement, nous contribuons à mettre fin à ce type d'abus et à tenir les personnes et entreprises responsables. »

Les bureaux des procureurs de district recevront les subventions dans le cadre du programme des crimes contre le revenu de l'Etat (Crimes Against Revenue)(CARP), financé par les recettes des enquêtes qui ont pour résultat des revenus fiscaux, des amendes et des restitutions qui sont rendus à l'État. Plus de 165 millions de dollars ont été rendus à l'État depuis la création du programme en 2004 – une hausse de 81 % par rapport aux 91 millions de dollars de subventions offerts aux bureaux de procureurs de district au cours de la décennie passée.

C'était la première fois depuis la création du programme CARP que tous les 62 bureaux de procureurs de district de l'Etat ont pu effectuer une demande de subvention. Conséquence de cette éligibilité étendue, les bureaux de procureurs de district des comtés suivants recevront un financement pour la première fois :

Chemung: 80 600 \$

Cortland: 79 050 \$

Fulton: 17 500 \$

French

Ontario: 104 770 \$

Washington: 45 000 \$

Les bureaux de procureurs de district des comtés suivants participent déjà au programme et recevront un financement supplémentaire pour poursuivre leurs enquêtes et mettre en oeuvre les poursuites dans le cadre du programme CARP :

Albany: 246 500 \$

Bronx: 770 667 \$

Cayuga: 51 156 \$

Clinton: 80 250 \$

Erie: 461 000 \$

Kings: 943 000 \$

Madison: 22 467 \$

Monroe: 228 280 \$

Nassau: 752 650 \$

New York: 5 700 000 \$

Niagara: 50 000 \$

Oneida: 106 622 \$

Onondaga: 98 000 \$

Orange: 25 000 \$

Queens: 1 677 856 \$

Richmond: 245 693 \$

Rockland: 393 675 \$

Schenectady: 200 156 \$

Steuben: 14 250 \$

Suffolk: 1 806 171 \$

Ulster: 99 500 \$

Warren: 70 000 \$

Westchester: 338 050 \$

Les subventions financent le personnel, notamment des juricomptables, des enquêteurs et des procureurs de district adjoints qui travaillent à instruire les affaires pour engager des poursuites judiciaires. Tous les impôts, comme les taxes de vente, les taxes d'accise et l'impôt sur le revenu, font l'objet d'enquêtes, qui peuvent porter sur des personnes, des sociétés ou des industries et inclure des fraudes financières complexes et dispositifs d'évasion fiscale entrepris par d'importantes entreprises criminelles. Le cycle de financement pour les subventions est aligné avec l'année civile.

Le Département des impôts et finances de l'État travaille avec la Division des services de justice pénale de l'État à la gestion du programme. Le Département des impôts et finances fait office d'expert du programme en offrant une assistance technique et en aidant à identifier les cas sur lesquels il faut enquêter, alors que la Division des services de justice pénale gère le financement.

French

Michael C. Green, Commissaire Adjoint Exécutif de la Division des services de justice pénale, a déclaré : « Les affaires de crimes financiers sont souvent des affaires complexes qui demandent un travail intensif. De nombreux bureaux de procureurs, en particulier ceux des petits comtés, n'ont pas les moyens pour employer des personnes avec des compétences spécialisées, telles que la juricomptabilité, qui sont nécessaires pour enquêter et poursuivre ces cas et tenir ceux qui trichent responsables envers l'Etat. Ce programme est un très bon exemple pour montrer comment un investissement de l'Etat dans les forces de l'ordre locales peut rapporter à tous les New Yorkais. »

Kenneth Adams, nouveau Commissaire des impôts et finances, a déclaré : « Ce programme fait avancer les efforts en collaboration étroite de l'Etat de New York avec les forces de l'ordre locales pour enquêter et poursuivre les crimes fiscaux. Nous continuerons d'être partenaires des procureurs de district au nom des New Yorkais honnêtes qui sont les victimes finales de ces crimes. »

La Division des services de justice pénale de l'État de New York (www.criminaljustice.ny.gov) est un organe de soutien de justice pénale polyvalent avec une variété de responsabilités, notamment la formation des forces de l'ordre, la collecte et l'analyse des données criminelles à l'échelle de l'État, la maintenance des informations sur les antécédents criminels et des fichiers d'empreintes digitales, la surveillance administrative de la banque de données ADN de l'État, en partenariat avec la Police de l'État de New York, le financement et la surveillance des programmes de mise à l'épreuve et des services correctionnels communautaires, l'administration des fonds fédéraux et d'État de justice pénale, le soutien des organes liés à la justice pénale dans l'ensemble de l'État et l'administration du Registre des délinquants sexuels de l'État.

Le Département des impôts et finances de l'État de New York (www.tax.ny.gov) traite annuellement 25 millions de déclarations de revenus et collecte plus de 90 milliards de dollars de revenus d'État et locaux annuels. Plus de 96 % des impôts prélevés sont versés volontairement par les contribuables. Les 4 % restants proviennent des programmes d'application de la loi de l'agence et de son travail avec les agences locales, fédérales et d'Etat.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.841